

## Rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds

### Au 30 septembre 2020

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels ou intermédiaires du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers annuels ou intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 1-888-809-3333, ou en nous écrivant à Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., 151 Yonge Street, bureau 1200, Toronto (Ontario) M5C 2W7 ou en visitant notre site Web à [www.placementsnei.com](http://www.placementsnei.com) ou celui de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Les porteurs de parts peuvent aussi communiquer avec nous, de l'une ou l'autre de ces façons, pour obtenir un exemplaire des politiques et des procédures de vote par procuration du fonds d'investissement, du rapport des votes par procuration ou de l'information trimestrielle sur les portefeuilles.

## Analyse du rendement par la direction

### Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Portefeuille est de permettre une croissance du capital à long terme et de procurer un certain revenu, principalement en investissant directement ou indirectement dans des actions et, dans une moindre mesure, dans des titres à revenu fixe.

Pour atteindre ses objectifs, le Portefeuille investira dans des OPC sous-jacents, qui peuvent être gérés par Placements NEI.

### Risques

Les risques liés à un placement dans le Portefeuille demeurent les mêmes que ceux indiqués dans le prospectus simplifié. Le Portefeuille convient aux investisseurs qui visent le moyen à long terme et dont le niveau de tolérance au risque est de faible à moyen. Tout changement apporté au Portefeuille n'a pas eu d'incidence sur son niveau de risque global.

### Résultats

Pour les douze mois clos le 30 septembre 2020, les parts de série W du Portefeuille privé NEI croissance ont dégagé un rendement de 3,12 %, comparativement à un rendement de 8,90 % pour l'indice de référence décrit ci-après.

Contrairement à celui de l'indice de référence, les rendements du Portefeuille sont établis après déduction des frais et charges payés par le Portefeuille. L'écart de rendement entre les séries de parts est principalement attribuable aux frais de gestion imputés à chaque série. Consultez la section « Rendement passé » pour connaître le détail des rendements par série.

L'indice de référence mixte est composé à 20 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, à 16 % de l'indice composé S&P/TSX (rendement total) et à 64 % de l'indice MSCI Monde NR (\$ CA).

La valeur liquidative du Portefeuille est passée de 10 271 045 \$ au 30 septembre 2019 à 79 752 567 \$ au 30 septembre 2020, en hausse de 676,48 % pour la période. Cette variation de l'actif net est attribuable aux opérations des porteurs de parts, qui ont totalisé un montant net de 67 914 767 \$, et aux opérations de placement de 1 566 755 \$, y compris la plus-value (moins-value) du marché, les revenus et les dépenses.

## Facteurs ayant influé sur le rendement

Au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2020, les marchés boursiers mondiaux ont inscrit un gain de 11,39 %, mesuré par l'indice MSCI Monde (\$ CA), tandis que l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA) a dégagé un solide rendement de 3,88 %. Le quatrième trimestre de 2019 s'est amorcé sur fond de craintes récessionnistes qui étaient au plus fort. Les banques centrales mondiales ont réagi avec des politiques monétaires souples, renforçant les attentes de relance. Au premier trimestre de 2020, l'élan de l'économie a été stoppé par la pandémie de coronavirus (COVID-19), qui a rapidement déclenché une panique sur les marchés mondiaux.

Le mois de février a été marqué par une vague mondiale de mesures de confinement alors que le nombre de cas d'infection a commencé à augmenter d'abord en Chine, puis en Corée du Sud, en Iran et en Italie, et enfin aux États-Unis. Tentant de freiner la propagation de la COVID-19, de nombreux gouvernements ont pris la décision de fermer les frontières et de mettre en pause les activités non essentielles de l'économie. Le confinement des gens à domicile et la fermeture des entreprises et commerces ont ainsi imposé un double choc à l'économie mondiale, fragilisant à la fois l'offre et la demande. Les décideurs politiques du monde entier ont annoncé des mesures de relance plus importantes que les programmes mis en œuvre après la grande crise financière, afin d'éviter que la crise des liquidités ne se transforme en crise de solvabilité. Plus de 10 billions de dollars ont été consacrés à la relance économique en deux mois seulement. En outre, les injections de liquidités par les banques centrales et les mesures d'assouplissement quantitatif pratiquement illimitées annoncées à l'échelle mondiale ont permis de stabiliser grandement les marchés.

En raison de l'ampleur des mesures de relance budgétaire et monétaire, de l'amélioration de l'activité commerciale, de l'aplatissement de la courbe des cas de COVID-19 et de la réouverture progressive des économies, les marchés se sont montrés très enthousiastes quant à la reprise éventuelle au cours de l'été. L'activité économique mondiale a continué à rebondir pendant l'été, mais de plus en plus de signes montraient que la tendance à enregistrer des données positives commençait à s'estomper. Une deuxième vague de COVID-19 semblait se concrétiser, l'augmentation du nombre de cas ayant entraîné un retour en arrière en ce qui concerne certaines mesures de réouverture des marchés en septembre.

Par suite de l'éclosion du coronavirus, la Réserve fédérale américaine a abaissé son taux, le ramenant au niveau en vigueur après la crise de 2008, et a annoncé une quatrième série de mesures d'assouplissement quantitatif visant non seulement les titres de créance du Trésor des États-Unis et des organismes gouvernementaux américains, mais aussi les obligations de sociétés et même les obligations à rendement élevé de sociétés notées BB. Le gouvernement américain a adopté la CARES Act, qui contient des mesures d'allègement fiscal de 2 billions de dollars pour les particuliers, les entreprises et les organismes gouvernementaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

La première série de mesures de stimulation a pris fin à la fin de juillet et le président Donald Trump a promulgué un décret présidentiel pour prolonger les prestations d'assurance emploi à un taux réduit. Le Congrès n'est pas parvenu à un accord sur le prochain plan de relance, les républicains et les démocrates n'ayant pu se mettre d'accord sur l'ampleur des mesures à mettre en œuvre. Au cours de l'été, la Réserve fédérale a fait connaître son nouveau cadre stratégique visant l'instauration d'un taux d'inflation moyen cible. Pour contrer le taux d'inflation inférieur à la cible pendant la majeure partie de la dernière décennie, la Réserve fédérale est déterminée à tolérer un taux d'inflation supérieur à l'objectif des 2 % pendant un certain temps. Le rendement de l'indice S&P 500 (\$ CA) a augmenté de 16,17 % au cours de la période, et les obligations, qui étaient perçues comme un havre sûr, ont permis à l'indice Bloomberg Barclays US Aggregate (couvert en \$ CA) de dégager un rendement de 6,76 %.

Comme si le fait d'affronter la pandémie de COVID-19 ne suffisait pas, le Canada a été aux prises au premier trimestre de 2020 avec l'une des pires crises pétrolières de l'histoire. Devant mener un combat sur deux fronts, la Banque du Canada a mis en place, pour la première fois, son propre programme d'assouplissement quantitatif en plus d'abaisser ses taux d'intérêt à un bas niveau historique.

Alors que les mesures de relance prenaient fin, la nouvelle ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé l'ajout d'un montant de 37 milliards de dollars pour prolonger la prestation canadienne d'urgence ainsi qu'un plan de transition vers un programme d'assurance-emploi modifié. Les mesures de la ministre des Finances ont été expliquées lors du discours du Trône, au cours duquel le programme législatif du gouvernement libéral a été présenté. Le message le plus important était que l'heure n'était pas à l'austérité. Le rendement de l'indice composé S&P/TSX a reculé de 0,03 %, et celui de l'indice des obligations universelles FTSE Canada a augmenté de 7,08 % en raison du virage vers les valeurs sûres.

La Banque centrale européenne a fait l'objet d'un changement de garde en novembre 2019, l'ancienne directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde en étant devenue la présidente au terme du mandat de l'ancien président, Mario Draghi. Alors que la COVID-19 s'est propagée partout dans le monde, l'Italie (un des premiers pays atteints et également un des plus durement touchés), l'Espagne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont été dévastés par le virus, situation qui a nécessité leur mise en confinement.

Au cours de l'été, l'Union européenne est parvenue à un accord sur un plan de relance de 750 milliards d'euros. Il s'agit d'un accord historique pour la région des 27 pays, car ce plan comprend l'émission de titres de créance collectifs par l'Union européenne (et non par des nations individuelles), ainsi que l'octroi de subventions de 390 milliards d'euros et de prêts à faible taux d'intérêt de 360 milliards d'euros. À la fin de l'été, l'Europe est devenue l'épicentre mondial de la deuxième vague du coronavirus avec une recrudescence des cas en Espagne, en France et en Italie. La recrudescence de la contagion a entraîné un certain retour en arrière en ce qui a trait aux mesures de réouverture. Le rendement de l'indice MSCI Europe (\$ CA) a progressé de 0,09 %, tandis que celui de l'indice MSCI Japon (\$ CA) a augmenté de 7,86 % au cours de la période.

À la suite de l'écllosion de COVID-19, la Chine a prolongé le congé du Nouvel An lunaire et interdit les voyages dans certaines villes. Toutefois, devant la propagation du virus, la Chine a dû imposer un confinement général. Grâce à ses mesures de confinement strictes, la Chine a pu éliminer le virus et revenir à la normale plus rapidement que les pays occidentaux. Au cours de l'été, la Chine a continué à mener la reprise économique, les indicateurs du PMI étant repassés au-dessus de 50, les bénéfices des sociétés du secteur des produits industriels ayant augmenté et le trafic automobile dans les grandes villes se rapprochant des niveaux d'avant la pandémie. L'adoption par Beijing de la loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong a fait frémir les pays occidentaux, alors que les discussions relatives aux sanctions et autres formes de représailles se sont intensifiées. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se sont également intensifiées lorsque le président Trump a menacé d'imposer de nouvelles taxes aux entreprises américaines qui créent des emplois à l'étranger ou qui font des affaires avec la Chine. Le rendement de l'indice MSCI EM (\$ CA) a progressé pour s'établir à 11,52 % au cours de la période.

Sur 12 mois, le rendement du Mandat NEI revenu fixe a été supérieur à celui de l'indice de référence. La duration a été le principal facteur des rendements, le Fonds a privilégié une position dans des titres de courte durée au cours du premier trimestre laquelle a été ramenée à un niveau neutre au début de l'année civile, lorsque la situation attribuable à la COVID-19 a commencé à imposer son joug. De manière générale, le positionnement sur la courbe de rendement est demeuré inchangé avec une préférence plus marquée pour le resserrement qui a été soutenu dans différents secteurs de la courbe. Les écarts de taux des obligations de sociétés ont été extrêmement volatils au cours de la première période de confinement, l'incertitude demeurant le principal moteur de cette volatilité. Heureusement, la surexposition aux titres de créance a été maintenue tout au long de la période de crise et a été le principal moteur de rendement pour le reste de l'année. La sélection des titres a également été positive, mais l'incidence de la répartition a été encore plus importante. La sélection des titres de sociétés et du gouvernement fédéral a été défavorable, mais la sélection de titres provinciaux a dégagé un rendement positif. À plus long terme, le sous-conseiller a adopté une position neutre dans les titres de créance. On prévoit que les banques centrales devraient encore se montrer accommodantes à l'avenir, mais il faut ajouter que l'incidence économique de la crise n'a pas encore été ressentie par les entreprises et que les niveaux actuels sont plus proches des moyennes historiques dans ce que le sous-conseiller considère encore comme un contexte difficile.

Au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2020, le Mandat NEI actions mondiales a inscrit un rendement inférieur à celui de l'indice MSCI Monde. La sélection des titres explique le rendement inférieur, tandis que la répartition sectorielle a été favorable. La sélection des titres dans les secteurs des technologies et de la consommation discrétionnaire a nui au rendement, contrairement à la sélection dans le secteur de la consommation courante. Parmi les moteurs du rendement, notons NICE Systems, SalMar et Citrix Systems. La sous-pondération dans Amazon et Apple et la surpondération dans Royal Dutch Shell ont miné le rendement. Du côté des secteurs, la sous-pondération en titres du secteur de l'énergie et la surpondération en titres du secteur des technologies ont favorisé le rendement, tandis que la surpondération en titres du secteur des services publics lui a nui. Au cours de l'exercice, les changements apportés au portefeuille ont principalement reflété les fluctuations de l'évaluation relative et les variations du risque lié aux profils de flux de trésorerie des sociétés. Compte tenu de l'importante reprise par rapport au creux, le sous-conseiller a eu l'occasion d'acheter des titres défensifs à des prix nettement inférieurs à ceux des données historiques.

Au cours des 12 derniers mois, le Mandat NEI actions canadiennes a inscrit un rendement inférieur à celui de l'indice composé S&P/TSX. Le portefeuille a dégagé un rendement inférieur à celui de l'indice de référence au cours de la période en raison du rendement négatif des secteurs des technologies de l'information et des matériaux. Bien que le portefeuille soit relativement surpondéré dans le secteur des technologies et que le sous-conseiller en valeurs continue d'apprécier les rendements prévus des sociétés en portefeuille, pour l'heure, il continue d'afficher une sous-pondération dans les titres de Shopify, leur cours ayant presque triplé depuis le début de l'année. En ce qui concerne le secteur des matériaux, l'absence de placements dans les titres aurifères a contribué au rendement négatif. Par contre, Thomson Reuters et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada ont été les principaux inducteurs du rendement au cours de cette période.

Le Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion a commencé ses activités le troisième trimestre de 2019 avec une répartition équilibrée et est passé à une surpondération en actions en octobre 2019. Les risques liés au coronavirus étant plus évidents, le portefeuille a adopté une position défensive, réduisant son exposition aux actions et conservant ses liquidités. Cela a permis d'atténuer une partie des pertes; toutefois, le portefeuille sous-pondérait les actions lorsque le marché a fortement rebondi. Le portefeuille a ensuite augmenté la pondération des actions en avril, lorsque les données économiques ont commencé à se redresser et que le marché a récupéré ses pertes, jusqu'à atteindre une pondération à parts égales d'obligations et d'actions. En juillet, les actions ont commencé à être surpondérées, ce qui s'est poursuivi jusqu'à la fin de la période. Le portefeuille a inscrit un rendement inférieur à celui de son indice de référence mixte en raison du fort rebond des actions après la liquidation liée au coronavirus, alors que le portefeuille sous-pondérait les actions. Le portefeuille a établi une position tactique dans l'or et les bons du Trésor américain au cours de la période, et maintient ses placements dans l'or.

## Événements récents

Les investisseurs sont de plus en plus préoccupés par la hausse des cas d'infection au coronavirus, les retards dans la mise en œuvre de la prochaine série de mesures budgétaires américaines et l'incertitude entourant les élections américaines (avant et après celles-ci). Après sa plus forte remontée sur 5 mois en 80 ans, l'indice S&P 500 a reculé de 3,8 % en monnaie locale en septembre, du fait surtout du secteur des technologies. Nous sommes toujours d'avis que la reprise économique mondiale se poursuivra malgré les difficultés, ce qui signifie que nous devrions privilégier les actions par rapport aux titres à revenu fixe pour le reste de l'année et en 2021. En outre, malgré le récent élargissement des écarts de taux lié à la volatilité des actions, les évaluations demeurent attrayantes par rapport à celles des obligations d'État.

À notre avis, la deuxième vague de coronavirus partout dans le monde ne devrait que retarder la reprise économique mondiale, et non la faire dérailler. En effet, le taux de mortalité semble être beaucoup plus faible cette fois-ci, ce qui signifie également qu'il est peu probable que nous assistions à un arrêt complet de l'économie mondiale comme ce fut le cas lors de la première vague. Nous prévoyons que la volatilité à court terme se poursuivra et nous ne serions pas surpris de voir une évolution latérale des marchés d'ici la conclusion des élections américaines et l'élaboration du prochain projet de loi de relance budgétaire aux États-Unis. Dans l'un ou l'autre de ces cas, les marchés boursiers pourraient réagir fortement aux nouvelles. Afin d'éviter tout affaiblissement possible à court terme, nous avons accru notre appétit pour le risque en prévision d'un rendement supérieur des actions jusqu'en 2021.

L'économie canadienne devrait connaître une croissance solide au troisième trimestre. Le PIB de juillet a augmenté de 3 %, tandis que l'estimation préliminaire de Statistique Canada prévoit une augmentation de 1 % en août. Toutefois, compte tenu de l'augmentation récente des cas de coronavirus et du renforcement des restrictions dans les grandes zones métropolitaines comme celles du Grand Toronto et du Grand Vancouver, il n'est pas certain que le dynamisme du marché soit maintenu au quatrième trimestre. Comme le montre le graphique ci-dessous, la croissance mensuelle du PIB a atteint un sommet en juin, lors de la réouverture de l'économie, mais elle est en baisse depuis. Sans mesures de soutien supplémentaires, l'économie canadienne se retrouvera dans une situation précaire. Les frontières resteront fermées à l'immigration et aux touristes jusqu'au 31 octobre et probablement plus tard. Les ménages sont actuellement aux prises avec des niveaux d'endettement presque records, qui sont très élevés par rapport à ceux des ménages des autres pays du G7. Heureusement, dans le discours du Trône de septembre, le gouvernement a exposé des intentions claires de mettre en œuvre de nouvelles mesures budgétaires, notamment le financement d'initiatives écologiques, le soutien aux secteurs du voyage, du tourisme et de l'hôtellerie qui sont durement touchés et un engagement à soutenir le marché du travail et les petites entreprises pendant cette crise « aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront ». Comme toujours, le diable se cache dans les détails, et nous surveillerons de près la mise à jour budgétaire qui devrait être publiée plus tard cette année. Comme nous l'avons tous observé au cours de ces derniers mois, les marchés boursiers et l'économie ne sont pas toujours étroitement liés. Nous avons maintenu une position neutre dans les actions canadiennes par rapport aux actions mondiales. Pour tracer une perspective plus positive du marché canadien, il faudrait que nous voyions des signes d'une reprise mondiale plus importante. L'indice composé S&P/TSX est exposé à environ 70 % aux secteurs cycliques, ce qui représente plus du double que l'exposition de l'ensemble du marché mondial.

À notre avis, l'orientation du marché à court terme sera modulée principalement par les décisions prises aux termes de la prochaine loi fiscale américaine et en fonction de l'issue de l'élection. Les prestations d'assurance salaire ont pris fin en juillet alors que près de 30 millions de chômeurs recevaient encore des prestations. Il est important que la situation financière des consommateurs soit relativement solide, car ils représentent 68 % du PIB américain, soit la plus forte proportion de tous les pays du G20. Le National Bureau of Economics estime que la suppression du supplément de 600 \$ US par semaine versé en vertu de la CARES Act réduirait de 44 % les dépenses de consommation à l'échelle locale. Et la faiblesse persistante de la demande ne ferait que ralentir davantage la reprise économique. Nous sommes convaincus qu'il s'agit de déterminer « quand » le prochain plan de mesures budgétaires sera mis en œuvre, et non « si » un tel plan sera déployé. Toutefois, à mesure que les jours passent, le risque qu'aucune loi fiscale ne soit adoptée avant l'élection est bien réel, les sénateurs républicains étant plutôt rapides à rejeter tout projet de loi présenté par les démocrates à la Chambre des représentants. Au total, il faut s'attendre à ce que la volatilité demeure en place au moins jusqu'à l'élection américaine, mais peut-être bien après. Toutefois, la situation à long terme reste positive pour les actions américaines. La mise à jour du graphique par points de la Réserve fédérale place les taux à un niveau proche de zéro jusqu'en 2023 au moins, et combinée à un objectif d'inflation moyenne, laisse prévoir une politique monétaire extrêmement conciliante. Pendant cette période de volatilité, l'exposition au dollar américain permet souvent de compenser utilement la faiblesse du marché boursier. À plus long terme, on peut s'attendre à une nouvelle faiblesse du dollar américain en raison de la politique conciliante de la Réserve fédérale qui élimine pratiquement tout différentiel de taux d'intérêt, d'un éventuel rebond cyclique de l'économie, ainsi que de l'émission abondante de titres de créances libellés en dollars américains résultant de la politique budgétaire.

Le nombre de cas de coronavirus continue d'augmenter en Europe, en Amérique du Sud et dans certaines régions d'Asie. Des restrictions plus strictes ont déjà été imposées en Autriche, en France, en Espagne et au Royaume-Uni. Ces nouvelles mesures de confinement se reflètent dans l'indice des directeurs d'achats du secteur des services de la zone euro de septembre, qui a chuté sous la barre des 50, tandis que l'indice des directeurs d'achats du secteur manufacturier reste fermement au-dessus de 50, et même augmente. La politique monétaire demeure très accommodante, et nous continuons à constater qu'elle est correctement coordonnée avec la politique budgétaire. La Banque centrale européenne a déclaré que les risques de déflation se sont dissipés depuis juin. Les dernières négociations au sujet de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sont en cours et, cette fois, la pression est à son comble. Les dispositions transitoires établies à la suite de la sortie du Royaume-Uni hors de l'Union européenne au début de l'année viendront à échéance le 31 décembre. Le gouvernement britannique, qui souffre déjà de la pandémie, estime qu'une nouvelle baisse de 7,7 % de la production sera enregistrée au cours des 15 prochaines années si les relations commerciales avec l'Union européenne venaient à prendre fin de manière désordonnée. La Banque d'Angleterre a indiqué assez clairement qu'elle pourrait envisager de réduire les taux d'intérêt sous zéro. Étant donné l'augmentation des cas de coronavirus dans de nombreuses régions du monde, nous ne croyons pas que les marchés internationaux soient dans une situation nettement plus mauvaise. Néanmoins, si la situation devait se détériorer, notre surpondération en actions internationales serait ramenée à un niveau neutre.

#### Comité d'examen indépendant

Le mandat de Lawrence Ward s'est terminé le 30 septembre 2019. M. Ward siégeait avec distinction au comité d'examen indépendant (« CEI ») depuis 2007. Après avoir consulté le gestionnaire, le CEI a décidé de remplacer M. Ward par M<sup>me</sup> Michele McCarthy. M<sup>me</sup> McCarthy a été nommée le 6 novembre 2019 pour un mandat de trois (3) ans. M<sup>me</sup> Marie Rounding a été nommée présidente du CEI le 6 novembre 2019.

#### Opérations entre apparentés

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« PNE SEC ») est le gestionnaire, le fiduciaire, le gestionnaire du Portefeuille et l'agent chargé de la tenue des registres du Portefeuille. Le commandité de PNE SEC, Placements NordOuest & Éthiques Inc., est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso Inc. (« Aviso »). Aviso est aussi l'unique commanditaire du gestionnaire. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant à cinq centrales de crédit coopératives provinciales et à Groupe CUMIS limitée. Desjardins Holding financier inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Fédération »).

PNE SEC impute des frais d'administration fixes au Portefeuille au lieu de certaines charges variables. En contrepartie, PNE SEC s'acquitte de toutes les charges d'exploitation du Portefeuille, à l'exception de certains coûts spécifiques (par exemple, les frais et les charges du comité d'examen indépendant, les taxes, les impôts et les courtages), y compris les paiements aux parties liées. Ces services sont offerts dans le cours normal des activités et sont évalués à une valeur d'échange similaire à celle utilisée pour les autres parties indépendantes. Fiducie Desjardins Inc. est le dépositaire du Portefeuille. Fiducie Desjardins Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération. Le Portefeuille peut effectuer des opérations de prêt de titres et de mise en pension de titres, et Fiducie Desjardins Inc. peut agir à titre d'agent de prêt de titres et de mise en pension de titres du Portefeuille. Le revenu tiré de ces opérations est réparti entre le Portefeuille et l'agent à raison de 60 % et 40 %, respectivement. Valeurs Mobilières Desjardins inc. (VMD) est un courtier en valeurs qui effectue, pour le compte du Portefeuille, des opérations sur ses titres en portefeuille. VMD est une filiale en propriété exclusive de la Fédération.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des charges à payer au gestionnaire à la fin de la période. S'il y a lieu, les commissions versées par le Portefeuille à VMD et les montants reçus des fonds sous-jacents gérés par PNE SEC au cours de la période sont également présentés.

	Septembre 2019	Septembre 2020
Frais à payer au gestionnaire du Portefeuille	8 931	41 467
Montants reçus des fonds sous-jacents	8 860	384 436

Les sous-conseillers du Portefeuille peuvent confier certaines des opérations du Portefeuille à des sociétés de courtage affiliées à PNE SEC, à condition que les capacités et les coûts d'exécution des opérations de ces sociétés affiliées soient semblables à ceux de sociétés de courtage admissibles non affiliées.

Les parts du Portefeuille sont distribuées par Credential Asset Management Inc., Valeurs mobilières Qtrade Credential inc. et Gestion d'actifs Qtrade inc. PNE SEC paie à ces apparentés des frais de placement et de service calculés selon un pourcentage de la valeur liquidative quotidienne moyenne des parts de chaque Fonds détenues par les clients des courtiers et, dans certains cas, selon la valeur de l'achat initial.

PNE SEC a constitué un CEI du Portefeuille, comme l'exige le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, pour qu'il examine les conflits d'intérêts qui surviennent dans le cadre de la gestion des portefeuilles de placement. Le Portefeuille ne s'est appuyé sur aucune approbation, recommandation favorable ou instruction permanente du CEI du Portefeuille dans le contexte des opérations entre parties liées.

Le présent document comporte des énoncés prospectifs. Ces énoncés se caractérisent par l'utilisation d'expressions comme « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions semblables. Les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus ainsi que d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels, les niveaux d'activité et les réalisations diffèrent grandement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ceux-ci. Ces facteurs comprennent notamment la conjoncture économique, les conditions commerciales et de marché, la fluctuation du cours des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les mesures prises par les autorités gouvernementales. Il se peut que les événements futurs et leurs effets sur le portefeuille ne soient pas les mêmes que ceux que nous avons prévus. Les résultats réels peuvent différer grandement des résultats projetés figurant dans ces énoncés prospectifs. Nous ne prenons pas l'engagement de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif en fonction de nouveaux renseignements, de faits nouveaux ou d'autres facteurs, et nous nous libérons expressément de toute obligation à cet effet.

## Faits saillants financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les principales données financières concernant le Portefeuille et ont pour objet de vous aider à comprendre les résultats financiers du Portefeuille pour la période, le cas échéant.

### Actif net par part<sup>(1)</sup>

Série	Période	Actif net au début de la période	Augmentation (diminution) liée à l'exploitation					Distributions						Actif net à la fin de la période	
			Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés	Gains (pertes) non réalisés	Augmentation (diminution) totale liée à l'exploitation <sup>(2)</sup>	Revenu de placement (sauf les dividendes)	Dividendes	Provenant de fonds sous-jacents	Gains en capital	Remboursement de capital	Distributions totales <sup>(3, 4)</sup>		
W	Sept. 2020	9,91	0,08	-0,18	-0,02	0,43	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	0,60	9,60
	Sept. 2019	10,00	0,03	-0,04	0,00	0,19	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,15	9,91
WF	Sept. 2020	9,94	0,08	-0,09	-0,02	0,32	0,29	0,00	0,00	0,00	0,01	0,59	0,60	0,60	9,74
	Sept. 2019	10,00	0,01	-0,02	0,00	0,11	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,15	0,15	9,94

1) Toutes les données par part présentées en 2020 se rapportent à l'actif net établi conformément aux IFRS et proviennent des états financiers annuels audités du Portefeuille pour la période close le 30 septembre 2020.

2) L'actif net et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période à l'étude.

3) Les distributions ont été payées en trésorerie ou réinvesties en parts additionnelles du Portefeuille.

4) Les distributions (le cas échéant) qui auraient pu être effectuées et qui reflétaient un remboursement de capital excédant les gains à court terme visaient à réduire toute perturbation et à procurer de la stabilité aux investisseurs qui ont choisi de recevoir leurs distributions en espèces, comme il est indiqué dans le prospectus simplifié. Ces montants sont passés en revue à la fin de chaque année civile. Les membres de la direction et le sous-conseiller en discutent dans le but de déterminer la stratégie la plus appropriée à l'avenir et ils prennent les mesures nécessaires pour assurer la stabilité à long terme du Portefeuille.

### Ratios et données supplémentaires

Série	Période	Valeur liquidative totale (en milliers de \$)	Nombre de parts en circulation (en milliers)	Ratio des frais de gestion (%) <sup>(1)</sup>	Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charges (%)	Ratio des frais d'opérations (%) <sup>(2)</sup>	Taux de rotation du portefeuille (%) <sup>(3)</sup>	Valeur liquidative par part (\$)
W	Sept. 2020	73 707,44	7 676,37	1,93	1,93	0,10	5,15	9,60
	Sept. 2019	7 654,42	772,10	2,07	2,07	0,10	0,00	9,91
WF	Sept. 2020	6 045,13	620,78	0,90	0,90	0,10	5,15	9,74
	Sept. 2019	2 616,62	263,32	0,92	0,92	0,10	0,00	9,94

1) Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges (compte non tenu des commissions et des autres frais d'opérations de portefeuille, ainsi que des retenues d'impôt) de la période indiquée et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative quotidienne moyenne au cours de la période.

2) Le ratio des frais d'opérations représente le total des commissions de courtage et autres coûts de transaction et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.

3) Le taux de rotation du portefeuille indique dans quelle mesure le sous-conseiller du Portefeuille gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Portefeuille achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation au cours d'une période donnée est élevé, plus les frais d'opérations payables par le Portefeuille sont élevés au cours de ladite période, et plus il est probable qu'un porteur réalise des gains en capital imposables au cours de la période. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un portefeuille.



### Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion, de la supervision et de l'administration du Portefeuille. En contrepartie de ces services, il reçoit des frais de gestion du Portefeuille, calculés quotidiennement en fonction de la valeur liquidative du Portefeuille, avant la TVH et selon un taux annuel présenté ci-dessous.

Les frais de gestion comprennent les frais de conseils en placement, de vente, de marketing et de placement du Portefeuille. De plus, le gestionnaire verse une commission de suivi aux courtiers sur ces frais de gestion. La commission de suivi est calculée selon un pourcentage de la valeur quotidienne moyenne des parts du Portefeuille détenues par les clients du courtier. Aucune commission de suivi n'est payée à l'égard des parts des séries WF du Portefeuille.

En plus des frais et charges à payer directement par le Fonds, certains fonds sous-jacents tiers pourraient avoir leurs propres frais et charges à payer. Le Fonds prend en charge indirectement sa quote-part de ces frais et charges. Toutefois, le Fonds ne paye aucuns frais de gestion ou autres charges semblables que, de l'avis du gestionnaire, une personne raisonnable pourrait considérer comme un dédoublement des frais à payer par un fonds sous-jacent pour le même service.

Le tableau ci-dessous présente les frais liés aux principaux services prélevés sur les frais de gestion et exprimés en pourcentage des frais de gestion de toutes les séries du Portefeuille :

	Frais de gestion	Frais de conseils en placement et autres frais	Commissions de suivi
Série W	1,60 %	37,65 %	62,35 %
Série WF	0,60 %	100,00 %	s. o.

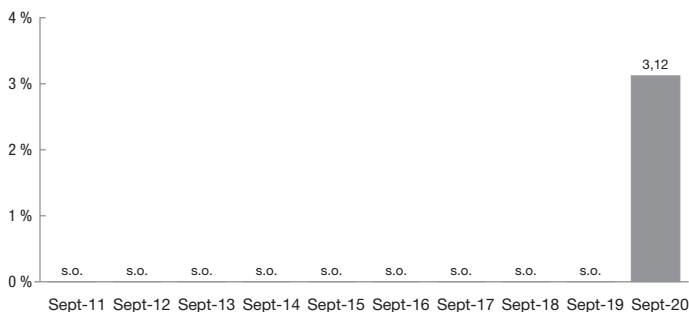
### Rendement passé

Les tableaux et graphiques suivants présentent le rendement passé de chaque série de parts du Portefeuille, lequel n'est pas nécessairement représentatif du rendement de celui-ci dans l'avenir. Les données présentées supposent que toutes les distributions versées par le Portefeuille au cours des périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles des séries pertinentes de celui-ci. Ces données ne tiennent pas compte des frais d'achat, de rachat, de placement ou d'autres frais facultatifs qui auraient pour effet de réduire le rendement.

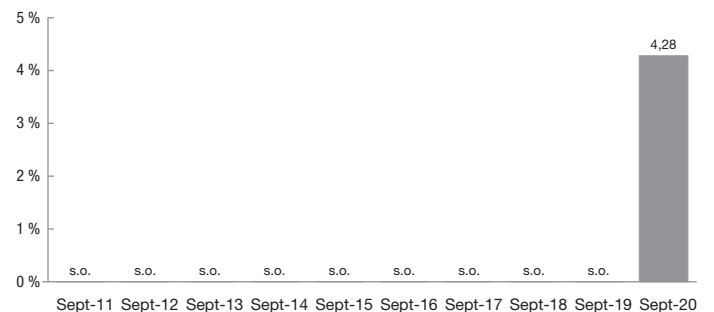
#### Rendement annuel

Les diagrammes suivants font état du rendement annuel de chaque série de parts du Portefeuille pour chaque exercice indiqué et illustrent les écarts de rendement du Portefeuille d'un exercice à l'autre. Les diagrammes montrent les variations à la hausse ou à la baisse du rendement d'un placement entre le premier et le dernier jour de chaque exercice.

#### Série W



#### Série WF



## Rendements annuels composés

Le tableau suivant présente les rendements annuels composés de toutes les séries du Portefeuille. Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, en fonction du rendement total, et après déduction des charges. Aux fins de comparaison, les rendements de l'indice de référence sont inclus.

L'indice de référence mixte est composé à 20 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, à 16 % de l'indice composé S&P/TSX (rendement total) et à 64 % de l'indice MSCI Monde NR (\$ CA).

L'indice des obligations universelles FTSE Canada permet de mesurer le rendement de l'ensemble du marché canadien des titres à revenu fixe de première qualité. Les rendements sont calculés quotidiennement et sont pondérés selon la capitalisation boursière, de façon que le rendement d'une obligation influe sur le rendement de l'indice proportionnellement à la valeur marchande de l'obligation. L'indice comprend quatre grandes catégories de titres d'emprunt ou d'emprunteurs : obligations émises par le gouvernement du Canada (y compris les sociétés d'État), obligations provinciales (dont les titres garantis à l'échelle provinciale), obligations municipales et obligations de sociétés.

L'indice composé S&P/TSX est l'indice général du marché boursier canadien. Il comprend les plus importantes sociétés cotées à la Bourse de Toronto (TSX). L'indice est composé de l'indice S&P/TSX 60 et de l'indice complémentaire S&P/TSX.

L'indice MSCI Monde est conçu pour refléter le rendement des sociétés à grande et à moyenne capitalisation de nombreux pays des marchés émergents. Il s'agit d'un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière rajusté en fonction du flottant.

Même si le Portefeuille utilise l'indice de référence à des fins de comparaison du rendement à long terme, il ne cherche pas à reproduire la composition de l'indice. Par conséquent, il peut y avoir des périodes pendant lesquelles le rendement du Portefeuille ne correspond pas à celui de l'indice, et l'écart peut être positif ou négatif. Veuillez vous reporter à la rubrique « Résultats » du présent rapport pour obtenir des précisions sur les résultats les plus récents.

Groupe/placement	1 an (%)	3 ans (%)	5 ans (%)	10 ans (%)	Depuis la création* (%)
20 % indice des obligations universelles FTSE Canada, 16 % indice composé S&P/TSX (rendement total), 64 % indice MSCI Monde NR (\$ CA)	8,90	s. o.	s. o.	s. o.	8,16
Portefeuille privé NEI croissance, série W	3,12	s. o.	s. o.	s. o.	3,11
Portefeuille privé NEI croissance, série WF	4,28	s. o.	s. o.	s. o.	4,27

\* Les rendements depuis la création ne sont pas indiqués pour les séries dont la date de lancement remonte à plus de 10 ans.

FTSE Global Debt Capital Markets Inc. (« FDCM »), FTSE International Limited (« FTSE »), le groupe d'entreprises London Stock Exchange (la « Bourse »). FDCM et conjointement avec FTSE et la Bourse (les « concédants de licence »). Les concédants de licence ne donnent aucune garantie ni ne font aucune déclaration expresse ou implicite, que ce soit concernant les résultats susceptibles d'être obtenus à la suite de l'utilisation de l'indice des obligations universelles FTSE Canada (l'« indice ») et/ou la valeur qu'affiche cet indice à un moment donné. L'indice est compilé et calculé par FDCM, et tous les droits sur les valeurs et les composantes sont dévolus à FDCM. Aucun des concédants de licence ne saurait être responsable (par suite de négligence ou autrement) envers une personne quelconque à l'égard d'une erreur touchant l'indice, et aucun des concédants de licence n'est tenu à une obligation d'aviser toute personne d'une erreur qui s'y trouve.

« FTSE® » est une marque de commerce de FTSE International Limited au Canada et à Taiwan et du groupe d'entreprises London Stock Exchange ailleurs dans le monde, que FDCM utilise sous licence.

Toute forme de reproduction de renseignements, de données ou de matériel, y compris de notations ou de rendements indiciaires (« contenu ») de S&P Global Market Intelligence (y compris de ses sociétés affiliées, le cas échéant) est interdite, à moins qu'une permission préalable écrite expresse n'ait été obtenue par la partie concernée. S&P, ses sociétés affiliées ou leurs fournisseurs (« fournisseurs de contenu ») ne garantissent aucunement l'exactitude, la pertinence, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité de tout contenu, et ne sont pas responsables des erreurs ou omissions (liées à la négligence ou autre), peu importe la cause, ou des résultats obtenus à la suite de l'utilisation de ce contenu. Toute référence à un placement ou à un titre en particulier ou à une notation, ou toute observation relative à un placement faisant partie du contenu ne constitue nullement une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir un placement ou un titre, ne reflète pas le caractère adéquat du placement ou du titre et ne doit être considérée comme un conseil en placement.

MSCI et tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données de MSCI (les « entités MSCI ») ne font aucune déclaration et ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, à l'égard de ces données (ou des résultats qu'obtiendra quiconque utilise ces données), et les entités MSCI ne donnent aucune garantie concernant l'originalité, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité marchande ou l'adaptation à une fin particulière de ces données. Sans restreindre la portée de ce qui précède, en aucun cas MSCI, ses filiales ou tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données ne pourront être tenus responsables de tous dommages directs, indirects, particuliers, punitifs ou consécutifs ou de tout autre dommage (y compris un manque à gagner) même si ils sont informés de la possibilité de pareils dommages. Aucune autre distribution ni diffusion des données de MSCI n'est autorisée sans le consentement écrit de MSCI.

Le rendement des indices mixtes est calculé par Placements NEI d'après les valeurs indicielles de clôture des indices sous licence de MSCI (« données de MSCI »). Pour éviter toute ambiguïté, MSCI n'agit pas à titre d'« administrateur » de l'indice de référence pour les rendements des indices mixtes, ni de « contributeur », « demandeur » ou « contributeur supervisé » des rendements des indices mixtes, et les données de MSCI ne sont pas considérées comme étant une « contribution » ou « demande » à l'égard des rendements des indices mixtes, au sens des lois, des règles, des règlements ou des normes internationales applicables. Les données de MSCI sont fournies « telles quelles », sans déclaration ou garantie, et ne peuvent pas être copiées ni diffusées. MSCI ne fait aucune déclaration quant à la pertinence d'un placement ou d'une stratégie ni ne commandite, promeut, émet, vend ou autrement recommande ou approuve aucun placement ou stratégie, et ne garantit, n'émet, ne vend, n'appuie et ne recommande aucun placement ni aucune stratégie (y compris toute stratégie ou tout produit financier fondé sur les modèles, les analyses ou les données de MSCI, ou tout autre matériel ou renseignement) ni n'en fait la promotion.

### Aperçu du Portefeuille au 30 septembre 2020

Valeur liquidative totale : 79 752 567 \$

Principaux titres		%
1	Mandat NEI actions mondiales, série I	52,7
2	Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion, série I	19,9
3	Mandat NEI actions canadiennes, série I	16,9
4	Mandat NEI revenu fixe, série I	10,0
5	Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5
	Total	100,0

Répartition de la valeur liquidative (1)		%
	Actions	68,3
	Part de fiducie	20,2
	Revenu fixe	9,3
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,1
	Autres	0,1
	Total	100,0

Répartition sectorielle (1)		%
	Titres indiciels	20,2
	Technologies de l'information	16,6
	Services financiers	10,0
	Biens de consommation discrétionnaire	8,3
	Consommation courante	8,1
	Produits industriels	7,4
	Soins de santé	6,1
	Services de communication	4,9
	Obligations provinciales et de sociétés d'État	3,9
	Obligations de sociétés	3,6
	Services publics	3,1
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,1
	Énergie	1,6
	Matières premières	1,4
	Obligations fédérales	1,4
	Immobilier	0,7
	Obligations gouvernementales étrangères	0,2
	Obligations municipales	0,1
	Obligations d'État américaines	0,1
	Obligations supranationales	0,1
	Autres	0,1
	Total	100,0

Répartition géographique (1)		%
	États-Unis	43,5
	Canada	30,7
	Autres	23,7
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,1
	Total	100,0

1) Le tableau présente un aperçu des titres et catégories détenus dans le fonds principal et dans les fonds sous-jacents.

La catégorie « Autres » inclut tous les pays qui représentent moins de 5 % de la valeur liquidative du Portefeuille.

L'aperçu du Portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le Portefeuille. Des mises à jour sont disponibles chaque trimestre.

#### Siège social

1200-151, rue Yonge  
Toronto (Ontario)  
Canada M5C 2W7

Tél. : 416-594-6633 | Téléc. : 416-594-3370  
Tél. sans frais : 1-888-809-3333